



# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n° DGFIP-DRS-2500050 du 23/12/2025

---

**Relatif à la maîtrise d'oeuvre déléguée et à la maintenance  
applicative de l'application INDIA-LOLF**

Le présent cahier des clauses particulières comporte 35 pages



FINANCES PUBLIQUES

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
41.....	5
<b>ARTICLE 2 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 - MONTANTS DU MARCHÉ.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS, DÉLAIS ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
6.1 – CONDITIONS GÉNÉRALES.....	7
6.2 – DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
6.3 – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
<b>ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>8</b>
7.1 – OBLIGATION DE RÉSULTAT.....	8
7.2 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	9
<b>ARTICLE 8 - CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....</b>	<b>9</b>
8.1 – LES PUBLICS VISÉS.....	10
8.2 – LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'INSERTION.....	11
8.3 – LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES.....	12
8.4 – LES MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L'ACTION D'INSERTION.....	13
8.5 – CLAUSE RGPD RELATIVE AU CONTRÔLE ET AU SUIVI DE L'ACTION D'INSERTION.....	14
<b>ARTICLE 9 - PRIX ET ÉVOLUTION DES PRIX.....</b>	<b>16</b>
9.1 – LES PRIX.....	16
9.2 – ÉVOLUTION DES PRIX.....	17
9.3 – APPLICATION DES TAUX DE REMISE POUR PRODUCTIVITÉ.....	18
<b>ARTICLE 10 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>18</b>
10.1 – CONTENU DES BONS DE COMMANDE.....	18
10.2 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS D'UN BON DE COMMANDE.....	19
10.3 – MODIFICATIONS DES PRESTATIONS COMMANDÉES.....	20
<b>ARTICLE 11 – STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....</b>	<b>20</b>
11.1 – LIENS JURIDIQUES.....	20
11.2 – ABSENCE PROLONGÉE, DÉPART DU PERSONNEL MIS À DISPOSITION, REMPLACEMENTS.....	20

## SOMMAIRE

11.3 – RÉCUSATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	21
11.4 – CONDITIONS D'ACCÈS DU PERSONNEL DU TITULAIRE AUX LOCAUX DE L'ADMINISTRATION.....	21
11.5 – CAS DES PERSONNELS EN FORMATION.....	21
11.6 – DOCUMENTS RELATIFS AUX INTERVENANTS.....	22
11.7 – TÉLÉTRAVAIL – TRAVAIL SUR SITES DISTANTS.....	22
<b>ARTICLE 12 – UTILISATION DES RÉSULTATS.....</b>	<b>22</b>
12.1 – DROITS CÉDÉS À LA PERSONNE PUBLIQUE.....	22
12.2 – DROITS CONCÉDÉS PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	24
12.3 – CONNAISSANCES ANTÉRIEURES.....	24
<b>ARTICLE 13 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 14 - AUDIT.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 15 - PÉNALITÉS.....</b>	<b>25</b>
15.1 – PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	26
15.2 – PÉNALITÉS POUR MAUVAISE QUALITÉ DE SERVICE.....	26
15.3 – PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	27
<b>ARTICLE 16 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS.....</b>	<b>27</b>
16.1 – PRESTATIONS FERMES.....	27
16.2 – PRESTATIONS À BONS DE COMMANDE À RÉCEPTION UNIQUE.....	27
16.3 – PRESTATIONS À BONS DE COMMANDE AVEC VÉRIFICATION D'APTITUDE ET VÉRIFICATION DE SERVICE RÉGULIER.....	28
16.4 – IMPUTATION.....	28
<b>ARTICLE 17 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....</b>	<b>28</b>
17.1 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU TITULAIRE.....	28
17.2 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT.....	29
17.3 - INTÉRÊTS MORATOIRES.....	30
<b>ARTICLE 18 - AVANCE.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 19– ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 20 – DÉMATÉRIALISATION.....</b>	<b>33</b>
<b>ARTICLE 21 – DROIT – LANGUE – MONNAIE.....</b>	<b>33</b>
21.1 DROIT.....	33
21.2 - LANGUE.....	35

## SOMMAIRE

21.3 - MONNAIE.....	35
ARTICLE 22 – MODIFICATION DU CONTRAT.....	35
ARTICLE 23 – RÉSILIATION.....	36
ARTICLE 24 – SOUS-TRAITANCE.....	36
ARTICLE 25 – GARANTIE A PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION.....	36
ARTICLE 26 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	37
ARTICLE 27 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	37
ARTICLE 28 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL.....	37
ARTICLE 29 – PLAFONNEMENT ET IMPUTATION DES PÉNALITÉS.....	39
ARTICLE 30 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ.....	39
ARTICLE 31 – CLAUSE SOCIALE-ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AFFECTÉS À L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	39
ARTICLE 32 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	40
ARTICLE 33 – ÉTABLISSEMENT D'UN BILAN D'ÉMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES) .....	40
ARTICLE 34 – DÉROGATIONS.....	40
ANNEXE – OBLIGATIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	41

## **ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ**

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique. Les documents contractuels le constituant sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement signé électroniquement par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP n° DGFIP-DRS-2500050 du 23/12/2025) et son annexe « RGPD », dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n° DGFIP-DRS-2500050 du 23/12/2025) et ses cinq (5) annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
- l'offre du titulaire ;

Le marché constitué des pièces et des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des documents des parties. En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

## **ARTICLE 2 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de maîtrise d'oeuvre déléguée et de maintenance applicative de l'application INDIA-LOLF.

Le marché est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1-1° et R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique, comportant des prestations pour partie ferme et pour partie à bons de commande, commandées sur la base d'unités d'oeuvre.

Les prestations attendues sont décrites aux articles 9 et 10 du CCTP.

Les prestations fermes constituent le poste 1. Elles comprennent :

- la maintenance corrective (curative et palliative) ;
- l'administration des données et des jeux d'essai ;
- des actions ou des propositions de conseil et d'expertise ;
- la prise en charge des consignes d'exploitation.

La partie à bons de commande est divisée en 9 postes (du poste 2 au poste 10). Elle comprend :

- poste 2 : prestations d'évolution fonctionnelle et réglementaire ;
- poste 3 : prestations d'évolution adaptative et de travaux techniques ;
- poste 4 : prestations de soutien, assistance, monitorat à la DGFIP ;
- poste 5 : prestations de transfert de compétence et réversibilité ;
- poste 6 : prestations de prise de connaissance ;
- poste 7 : prestations d'audits, études et conseils ;
- poste 8 : prestations de documentation ;
- poste 9 : prestations de formation ;
- poste 10 : prestations d'expertises.

### **ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT**

Le présent marché n'est pas alloti.

### **ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ**

Le présent marché est conclu pour une période de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de prise d'effet, qui est le 01/09/2026 ou sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Le marché peut ensuite être reconduit tacitement jusqu'à deux fois par période de 12 mois, pour une durée maximale totale de 48 mois.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La personne publique peut décider de ne pas reconduire le marché par décision expresse de son représentant, intervenant au plus tard un mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

La décision de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire et n'a pas à être motivée.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent à la période initiale et à chaque période de reconduction.

## **ARTICLE 5 - MONTANTS DU MARCHÉ**

Le montant minimum du marché correspond à la partie ferme.

Le montant maximum est fixé à 3 280 000 € HT.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS, DÉLAIS ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1 – Conditions générales**

Le titulaire exécute les prestations dans les conditions prévues au CCTP et ses cinq annexes et dans sa proposition.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire doit notamment désigner un responsable du marché, interlocuteur unique de la DGFIP, qui répondra de la bonne exécution des prestations due par le titulaire au titre du présent marché. Cette personne ne pourra pas être remplacée pendant la durée d'intervention, sauf cas de force majeure ou en cas d'insuffisance professionnelle avérée et signalée au titulaire. En cas d'indisponibilité de cette personne, l'administration peut, par dérogation à l'article 47 du CCAG/TIC, résilier le marché sans indemnisation du titulaire.

Si le titulaire a mobilisé un intervenant sur une prestation, l'administration pourra exiger son maintien sur la durée de la prestation dans la mesure où cet intervenant est toujours à la disposition du titulaire. L'exigence de continuité de l'intervenant pourra être exercée dans la mesure où les unités d'œuvre se succèdent sans interruption.

## **6.2 – Délais d'exécution des prestations**

Un délai de réalisation maximum et un délai de réalisation moyen sont fixés pour chacune des unités d'œuvre (UO) décrites à l'article 10 du CCTP. Les délais exprimés s'entendent en jours ouvrés.

Le délai maximal d'exécution des bons de commande est fixé à 9 mois.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché. Dans tous les cas leur exécution devra être achevée au plus tard 9 mois après la date de fin de validité du marché.

## **6.3 – Lieux d'exécution des prestations**

Les prestations seront réalisées dans les lieux et les conditions fixées à l'article 8.3 du CCTP.

La réalisation de prestations dans les locaux de l'administration en Ile de France ou en métropole hors Ile de France, ne donne lieu à aucun remboursement de frais de déplacement ou de séjour.

## **ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1 – Obligation de résultat**

Les prestations décrites dans le CCTP et ses annexes à la charge du titulaire sont assorties d'une obligation de résultat, à savoir :

- le maintien et si possible l'amélioration du niveau de performance et de qualité de l'application ;
- la réalisation des prestations dans les délais fixés ;
- l'assurance d'une continuité du service, même en cas de sinistre sur le ou les sites de développement et de gestion des serveurs.

Le titulaire s'engage à respecter les exigences de qualité et de service contenues dans l'annexe 4 du CCTP.



## **7.2 – Obligation de confidentialité**

Le titulaire est tenu aux obligations de confidentialité prévues à l'article 5 du CCAG/TIC pour ce qui a trait aux renseignements et documents dont il aura eu connaissance au cours de ses travaux ou du fait de sa présence dans les locaux de l'administration.

Le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer cette obligation de confidentialité sur les informations qui lui seront communiquées dans le cadre de sa prestation ainsi que sur celles dont ses personnels auront pu ou pourront avoir connaissance à l'occasion de leurs travaux. Il veillera également à faire respecter ses obligations par ses sous-traitants et le personnel de ces derniers.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après la fin de l'exécution du marché pour une durée maximale de deux ans. Cette durée pourra toutefois être prolongée, d'un commun accord entre les parties, pour certaines informations dont la nature le justifie et devront être communiquées par écrit par la personne publique en mentionnant la durée spécifique des obligations de confidentialité associées sur chaque bon de commande ou un document spécial.

L'administration se réserve le droit de dénoncer le marché ou la part non exécutée de celui-ci sans indemnité pour le titulaire en cas de non-respect des obligations de confidentialité par les préposés du titulaire, ou les personnes qui interviendront pour son compte, dans les conditions prévues ci-dessus.

Dans ce cas particulier, la résiliation pourrait entraîner l'exclusion temporaire ou définitive des marchés publics.

### **ARTICLE 8 - CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur fait application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **8.1 – Les publics visés**

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2<sup>ème</sup> chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire.
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

**Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :**

<b>Lot unique</b>	
<b>Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée ferme de l'accord-cadre</b>	<b>520 (cinq cent vingt) heures</b>
<b>Nombre d'heures d'insertion à réaliser par année de reconduction</b>	<b>260 (deux cent soixante) heures</b>

## **8.2 – Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion**

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre s'inscrivent durant la période d'exécution du marché.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

### **1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

*Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).*

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

### **2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

### **3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion, ou une entreprise adaptée.**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un atelier et chantier d'insertion ou une entreprise adaptée.

## **8.3 – Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC :

Madame Seynabou LO

*Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises*

mél: [seynabou.lo@epec.paris](mailto:seynabou.lo@epec.paris)

*06 30 95 40 68*

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- d'accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- d'informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- de suivre la bonne exécution de la clause d'insertion

#### **8.4 – Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC. Il porte sur un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures d'insertion.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel comme décrites ci-dessous à titre d'information.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit trimestriellement, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées

au cours du trimestre conformément à la liste des pièces qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (Philippe PAQUET) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

[beatrice.calvet@epec.paris](mailto:beatrice.calvet@epec.paris)

copie à

[seynabou.lo@epec.paris](mailto:seynabou.lo@epec.paris)

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévue à l'article 15.3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion.

Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en oeuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

## **8.5 – CLAUSE RGPD RELATIVE AU CONTROLE ET AU SUIVI DE L'ACTION D'INSERTION**

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.

- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

- Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de délimitation du traitement des données.

Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante **dpo@epec.paris** ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Competences  
18 rue Goubet  
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)  
3 Place de Fontenoy  
TSA 80715  
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

## **ARTICLE 9 - PRIX ET ÉVOLUTION DES PRIX**

### **9.1 – Les prix**

Les prix mentionnés dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement comprennent tous les frais et les dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les fournitures et les prestations, ainsi que tous les frais, notamment de transport, d'hébergement ou de déplacement du personnel du titulaire, de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par chaque entité bénéficiaire d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le CCTP.



## 9.2 – Evolution des prix

### A) Prestations fermes

Le titulaire mentionne les prix dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement pour chacune des quatre années du marché le montant forfaitaire annuel couvrant les prestations fermes listées à l'article 9.3.2 du CCTP.

### B) Prestations à bons de commande

Le titulaire mentionne les prix de chaque unité d'oeuvre dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes pour une durée de 24 mois, ils sont ensuite révisés annuellement, à la date anniversaire de prise d'effet du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 (\text{CPF } 62.02 / \text{CPF } 62.02_o))$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA ;

P<sub>o</sub> = prix de l'offre ;

dans laquelle :

CPF 62.02 = dernier indice trimestriel publié à la date de révision<sup>1</sup>

CPF 62.02<sub>o</sub> = indice correspondant au trimestre du mois de dépôt de l'offre par le titulaire ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au trimestre précédent<sup>2</sup>.

CPF 62.02 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Services de conseil en informatique – Identifiant INSEE 010766573.

Les calculs intermédiaires seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

– si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

– si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient d'actualisation final est arrondi au millième supérieur.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

<sup>1</sup> Y compris indice non définitif.

<sup>2</sup> Y compris indice non définitif.

### **9.3 – Application des taux de remise pour productivité**

Le taux de remise pour productivité ne s'applique pas à la partie ferme.

A la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, le taux de remise pour productivité, défini dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, sera appliqué aux prix des unités d'oeuvre du marché dans le cadre des bons de commande.

## **ARTICLE 10 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Les bons de commande sont émis pendant la durée de validité du marché.

### **10.1 – Contenu des bons de commande**

Au fur et à mesure de ses besoins, la personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- un numéro et une date ;
- la référence CHORUS au présent marché ;
- l'objet de la prestation ou des prestations commandées ;
- la désignation et le nombre de la ou des unités d'oeuvre commandées ;
- les résultats attendus ;
- la date de début de la prestation, le calendrier de livraison et le délai d'exécution ;
- le lieu d'exécution de la ou des prestations ;
- le prix unitaire de cette ou de ces unités d'oeuvre ;

- le montant de remise éventuelle ;
- le prix total hors taxes et toutes taxes comprises de cette ou de ces unités d'œuvre ;
- le montant total hors taxes et toutes taxes comprises du bon de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la commande pour présenter ses remarques et observations relatives au bon de commande et pouvant éventuellement donner lieu à l'établissement d'un bon de commande rectificatif. Passé ce délai, la commande est réputée être acceptée sans réserve.

### **10.2 – Arrêt de l'exécution des prestations d'un bon de commande**

La personne publique se réserve la possibilité, en accord avec le titulaire, d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande. Elle notifie alors sa décision au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission, et selon un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et n'entraîne pas pour autant l'objet d'une résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations réellement exécutées.

Seules les prestations effectivement accomplies ouvriront droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous.

Le décompte de liquidation comprendra :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif ou de solde ;
- le montant des pénalités ;

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues,
- la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

### **10.3 – Modifications des prestations commandées**

Lorsque la personne publique décide des modifications relatives aux prestations ou accepte les modifications proposées par le titulaire, elle le notifie au titulaire qui dispose d'un délai de 8 jours calendaires pour formuler ses observations.

### **ARTICLE 11 – STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE**

Cet article concerne le personnel du titulaire et de manière générale tout intervenant agissant pour le compte du titulaire (sous-traitant).

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 6 du CCAG/TIC. Il devra être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en produisant tous les documents qu'il jugera utiles. La portée de ces documents sera laissée à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

#### **11.1 – Liens juridiques**

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) demeurent, à tous les égards, les salariés du titulaire ou du sous-traitant (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements,...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire (ou du sous-traitant) pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire (ou le sous-traitant).

#### **11.2 – Absence prolongée, départ du personnel mis à disposition, remplacements**

En cas d'absence supérieure à huit jours ou de départ d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le titulaire doit désigner un remplaçant de niveau au moins équivalent. Il doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de huit jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du prix des prestations.

### **11.3 – Récusation du personnel du titulaire par la personne publique**

Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, la personne publique se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) qui s'avéreraient inadaptés pour des motifs d'ordre professionnel à l'exécution de cette prestation.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels refusés, dans les conditions précisées au § 11.2 ci-avant.

### **11.4 – Conditions d'accès du personnel du titulaire aux locaux de l'administration**

Les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) sont soumis aux mêmes conditions d'accès que tout agent au service de l'Etat. Ils sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne la sécurité.

### **11.5 – Cas des personnels en formation**

Le titulaire et son ou ses sous-traitant(s) ne peuvent recourir aux services de personnels en formation pour la réalisation des besoins de la personne publique, sans autorisation préalable expresse de celle-ci. Cette autorisation peut être suspendue à tout moment. Le recours à de telles personnes en formation ne saurait se substituer à un salarié du titulaire ou de ses sous-traitants.

Le pilotage de ces personnels en formation relève entièrement du titulaire ou de son ou ses sous-traitant(s) et ne peut donner lieu à facturation.

## **11.6 – Documents relatifs aux intervenants**

La personne publique se réserve la possibilité de demander au titulaire et aux éventuels sous-traitants de bien vouloir produire un document (curriculum vitae) relatif au profil de chaque intervenant afin de vérifier la cohérence des compétences de la personne avec les profils présentés dans l'offre.

En cas de demande de la personne publique, le document sera produit auprès du responsable du projet dès le 1er jour d'intervention du ou des intervenant(s) suivant la demande.

Le défaut de production pourra entraîner le non-accès aux locaux de l'administration et l'interdiction d'y travailler.

Le titulaire s'engage à rappeler à tout intervenant pour son compte et à faire rappeler par toute entreprise sous-traitante à ses salariés qu'ils sont tenus au secret professionnel à l'égard des tiers pour tout ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions et qu'ils sont tenus par la même obligation vis-à-vis de tout document ou information dont ils auront eu connaissance chez les clients de leur employeur. Cette obligation a un caractère absolu et n'a pas vocation à être limitée dans le temps et dans l'espace. Si la nature des prestations le justifie, le titulaire ou son ou ses traitant(s) feront signer à leurs préposés une attestation, à leur égard, de leur prise de connaissance de l'obligation de confidentialité spécifique au marché (cf. annexe n° 5 au CCTP « Engagement individuel de confidentialité » et article 7.2 du CCAP).

## **11.7 – Télétravail – Travail sur sites distants**

L'exécution des prestations en télétravail peut être autorisée par la DGFIP au cas par cas, et à condition de respecter les obligations de sécurité précisées aux paragraphes 8.6.2 et 8.6.3 du CCTP.

## **ARTICLE 12 – UTILISATION DES RÉSULTATS**

### **12.1 – Droits cédés à la personne publique**

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG/TIC, la cession de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats du marché (tels que définis à l'article 43.1 du CCAG/TIC), en particulier les droits

patrimoniaux des droits d'auteur et des droits voisins, est consentie à la personne publique à titre exclusif pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;

- le droit de représenter ou de faire représenter les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, par tout moyen de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout réseau de télécommunication en ligne, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertziennne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;

- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats, le droit de corriger les logiciels, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, de les décompiler, de les mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support papier ou magnétique ou optique et notamment internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;

- le droit de traduire ou de faire traduire les résultats, en tout ou en partie, en toute langue et, pour les logiciels, en tout langage de programmation, et de reproduire les résultats en résultant sur tout support, papier, magnétique, optique ou électronique, et notamment sur internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;

- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;
- le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;
- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelque forme, quelque support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ;
- le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation/et ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données ;

Le titulaire s'engage à remettre à la personne publique tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur l'exercice de ces droits, notamment les codes sources et codes objets ainsi que la documentation associée et plus généralement tout élément nécessaire au maintien en condition opérationnelle du code livré.

La présente cession est effective à compter de la livraison des résultats sous condition de la réception des prestations.

Le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans le prix du marché.

## **12.2 – Droits concédés par la personne publique**

Afin de permettre au titulaire d'exécuter toutes les prestations objet du marché, à cette seule fin et pendant la seule durée nécessaire, la personne publique concède au titulaire tous les droits nécessaires à l'exécution desdites prestations, dont le droit d'utilisation, le droit de correction, d'adaptation, de modification et de reproduction des éléments fournis par la personne publique.

## **12.3 – Connaissances antérieures**

Le titulaire devra obtenir l'autorisation de la personne publique avant toute incorporation de connaissances antérieures aux prestations et résultats du marché.



Par dérogation à l'article 45 du CCAG/TIC, les connaissances antérieures du titulaire incorporées ou indissociables des résultats suivent le régime des résultats décrit à l'article 12.1, à l'exception de la cession qui est consentie à titre non exclusif sur les éléments concernés.

### **ARTICLE 13 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION**

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles.

Les modalités de réception dépendent du type de prestations et des catégories d'unités d'oeuvre. Elles sont décrites à l'article II de l'annexe IV du CCTP.

Les dérogations aux articles 32 et 33 au CCAG/TIC sont énoncées également dans l'article II de l'annexe IV du CCTP.

A la fin des vérifications afférentes à chaque commande, l'administration prend, pour cette dernière, l'une des décisions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

### **ARTICLE 14 - AUDIT**

La personne publique se réserve à tout moment la possibilité de réaliser des audits internes ou externes sur les prestations du titulaire, particulièrement en matière d'accessibilité numérique, dans ses locaux ou ceux de l'Administration. Ce dernier s'engage à communiquer, dans ce cadre, les informations nécessaires à ces audits.

### **ARTICLE 15 - PÉNALITÉS**

Le présent marché pourra donner lieu à l'application des pénalités suivantes :

- pénalités pour retard d'exécution des prestations ;
- pénalités pour mauvaise qualité de service ;
- pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique.

### 15.1 – Pénalités pour retard d'exécution des prestations

Lorsque les délais contractuels ne sont pas respectés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de règlement de la (ou des) prestation(s) concernée(s) ou de l'ensemble des prestations du bon de commande si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble des prestations du bon de commande inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

### 15.2 – Pénalités pour mauvaise qualité de service

Conformément aux articles IV et V de l'annexe IV du CCTP, le titulaire encourt des pénalités pour mauvaise qualité de service en application du système de point de démerite exposé dans ladite annexe dans le cas où la mauvaise qualité de service aboutirait à l'application de pénalités telles que P soit supérieur à 5 % de la valeur V assiette de la pénalisation.

Lorsque le titulaire du marché encourt, pour une prestation déterminée une pénalité pour mauvaise qualité de service, le calcul de la pénalité est effectué par l'application de la formule suivante :

$$P = \frac{V * R}{100} \text{ dans laquelle}$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur lesquelles est calculée la pénalité ;

R = nombre de points de démerite, calculé selon les modalités fixées à l'article V de l'annexe IV du CCTP.

### **15.3 – Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **120 €** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 €** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 16 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS**

### **16.1 – Prestations fermes**

Le paiement des prestations fermes est effectué trimestriellement, à terme échu à compter de la date à laquelle débutera ce type de prestations. En cas de trimestre incomplet, le paiement s'effectue prorata temporis sur la base d'un trimestre de 90 jours.

### **16.2 – Prestations à bons de commande à réception unique**

. Si le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois, le titulaire perçoit la totalité du prix à la réception de la prestation ;

. Si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à trois mois et inférieur ou égal à six mois, le titulaire perçoit un acompte de quarante pour cent (40%) après exécution de la moitié des prestations et le solde à la réception des prestations ;

. Si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à 6 mois et inférieur ou égal à neuf mois, le titulaire perçoit un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du tiers des prestations, un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du deuxième tiers des prestations et le solde à la réception des prestations.

### **16.3 – Prestations à bons de commande avec vérification d'aptitude et vérification de service régulier**

. Si le délai d'exécution des prestations commandées est inférieur ou égal à trois mois, le titulaire perçoit la totalité du prix de la commande à la réception des prestations,

. Si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à trois mois et inférieur ou égal à six mois, le titulaire perçoit un acompte de quarante pour cent (40%) après exécution de la moitié des prestations, un acompte de quarante pour cent (40%) à la date de prononcé de la vérification d'aptitude et le solde à la réception des prestations ;

- Si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à six mois et inférieur ou égal à 9 mois, le titulaire perçoit un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du tiers des prestations, un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du deuxième tiers des prestations, un acompte de vingt pour cent (20%) à la livraison validée des prestations, un acompte de vingt pour cent (20 %) à la date de prononcé de la vérification d'aptitude et le solde à la réception des prestations ;

### **16.4 – Imputation**

Les éventuelles pénalités dont le titulaire pourrait être redevable sont réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

## **ARTICLE 17 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

Les paiements seront effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/TIC. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

### **17.1 - Délai global de paiement du titulaire**

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond :

- soit à la date de réception de la facture, afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique ;

- soit à la date du procès verbal de versement d'acompte ou de réception correspondant si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

Pour toute avance versée en application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;

- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

## **17.2 - Délai global de paiement du sous-traitant**

Le paiement du sous-traitant, bénéficiant du paiement direct en application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours.

Le point de départ du délai global de paiement du sous-traitant correspond :

- soit à la date de réception par la personne publique de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé ;

– soit à la date d'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné l'article R2193-12 du code de la commande publique, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus à la personne publique.

Pour toute avance versée en application R2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

– soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;

– soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

### **17.3 - Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

– du titulaire du marché ;

– du sous-traitant du marché soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Lorsqu'ils sont appliqués aux acomptes ou au solde, les intérêts moratoires sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés au présent article sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au titulaire, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Le paiement de cette indemnité intervient dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

#### **ARTICLE 18 - AVANCE**

Conformément aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique une avance est versée au titulaire sauf refus de sa part.

Son montant est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, à 5 % du montant du bon de commande.

Dans le cas où le titulaire ou l'un de ses sous-traitants admis au paiement direct serait une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

#### **ARTICLE 19- ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES**

*Conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.*

✓ Factures dématérialisées :

Elles seront transmises selon l'une des méthodes listées à l'article 19 du présent document. Le titulaire veillera à ce qu'y soient clairement mentionnés :

- le numéro d'engagement juridique : n° de bon de commande Chorus, ou n° de marché (n° court) s'il n'y a pas de bon de commande.
- le code du service exécutant des demandes de paiement (service facturier). Ce code est précisé dans les bons de commande.

Pour la DGFIP-DRS, le code est **FAC9470075**.

Les factures afférentes au paiement devront également comporter les indications suivantes :

- la date d'établissement de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
- le numéro CHORUS et la date du marché ;
- le numéro CHORUS et la date du bon de commande ;
- les prestations exécutées ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le (ou les) taux de remise appliqué(s) le cas échéant ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le prix total hors taxe ;
- le prix total toutes taxes comprises.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture qui pourra entraîner son rejet.



En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme.

## **ARTICLE 20 – DÉMATÉRIALISATION**

Les bons de commandes et les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

Pour l'envoi de ses factures sous forme dématérialisée, le titulaire pourra utiliser :

- soit le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) qui permet une saisie des factures en ligne ou un dépôt au format pdf (cf. conditions d'utilisation sur le site) ;
- soit la procédure d'échange de données informatisées (EDI). Pour la mise en œuvre de cette procédure, le titulaire doit contacter l'AIFE.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques «aide» ou «en savoir plus».

## **ARTICLE 21 – DROIT – LANGUE – MONNAIE**

### **21.1 DROIT**

Le présent marché relève du droit français.

### **Règlement amiable des différends intégrant la médiation interne :**

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article 55 du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : drs-achat@dgfip.finances.gouv.fr.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr.

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

**Règlement contentieux des différends** : conformément aux règles d'ordre public portant répartition des compétences entre les ordres de juridiction administratif et judiciaire, le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous litiges entre les Parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent accord-cadre, par application du droit français.

Coordonnées :

Tribunal administratif de Montreuil  
7 , rue Catherine Puig  
93558 MONTREUIL Cedex  
Téléphone : 01.49.20.20.00 - Télécopie : 01.49.20.20.99  
mèl : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

### **21.2 - Langue**

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

### **21.3 - Monnaie**

La monnaie de compte du marché est l'euro.

## **ARTICLE 22 – MODIFICATION DU CONTRAT**

Outre les cas prévus aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

■ si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement, à la double condition que :

- le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
- la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire, résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :

- le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
- la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

### **ARTICLE 23 – RÉSILIATION**

Le marché pourra être résilié dans les cas de résiliation prévus au CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

### **ARTICLE 24 – SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. La non-présentation d'un sous-traitant à l'administration entraînera l'application de pénalités d'un montant de 150 € HT par jour de retard à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique.

### **ARTICLE 25 – GARANTIE A PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

**ARTICLE 26 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES**

Le présent marché peut faire l'objet de nantissement ou cession de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique.

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R 2191-60 et R 2191-61 du code de la commande publique est désigné dans l'acte d'engagement.

**ARTICLE 27 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ**

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai de deux mois, la personne publique pourra soit :

- appliquer une pénalité égale à 10 % du montant hors taxes des prestations effectivement payées au jour de l'expiration de la mise en demeure restée sans effet.

Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;

- résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TIC, conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail.

**ARTICLE 28 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL**

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra

être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations. Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;
- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles 50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i) du CCAG/TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire en cas de non-respect de la présente clause.

**ARTICLE 29 – PLAFONNEMENT ET IMPUTATION DES PÉNALITÉS**

Le montant cumulé de l'ensemble des pénalités exigibles par la personne publique est plafonné à 20 % du montant hors taxes cumulé de la partie ferme et des bons de commandes notifiés au titulaire depuis la notification du marché. Au-delà de cette limite, la personne publique se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

**ARTICLE 30 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ**

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects, les parties conviennent d'entendre les pertes de bénéfices ou chiffre d'affaires, la perte de données, la perte d'exploitation et l'atteinte à l'image encourus par l'autre partie ou un tiers. Il appartient à la personne publique de prendre toutes les précautions nécessaires à la sécurité et à la conservation des fichiers, données et supports d'information qu'elle utilise.

Le titulaire du marché est responsable des seuls préjudices directs causés par un manquement à ses obligations contractuelles.

Sauf dispositions contraires de la loi, le montant que le titulaire pourra verser suite à l'engagement de sa responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle, pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, est limité, pour chaque année du marché, tous dommages confondus, au montant HT cumulé de la partie ferme et des bons de commandes notifiés au titulaire.

**ARTICLE 31 – CLAUSE SOCIALE-ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AFFECTÉS À L'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

**ARTICLE 32 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Les livrables du présent accord-cadre devront être proposés, en priorité, sous format dématérialisé. Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papier recyclé ou issu de forêts gérées durablement.

**ARTICLE 33 – ÉTABLISSEMENT D'UN BILAN D'ÉMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES)**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité<sup>1</sup>.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

**ARTICLE 34 – DÉROGATIONS**

L'article 6.1 déroge à l'article 47 du CCAG/TIC.

L'article 12.1 déroge à l'article 46.2.1 du CCAG/TIC

L'article 12.3 déroge à l'article 45 du CCAG/TIC.

L'article 13 déroge aux articles 32 et 33 du CCAG/TIC.

<sup>1</sup>Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.  
DGFIP-DRS-2500050\_CCAP.odt



**ANNEXE – OBLIGATIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Afin de se conformer à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le présent CCAP est complété par les clauses figurant dans le fichier intitulé « DGFIP-DRS-2500050-Annexe 1 CCAP-clauses RGPD.pdf ».

\* \* \*